

---

# Tout est question de confiance Mais laquelle ?

*Le retour de la confiance en matière économique est un leitmotiv de tous les discours sur la crise actuelle. Mais peut-on soutenir qu'elle s'est envolée en raison des mensonges comptables ou de l'irresponsabilité des banquiers ? La question de la confiance n'est-elle pas plus profonde que cela ? Au sein des sciences sociales, elle a connu des approches différentes de la part des sociologues et des économistes. Leurs débats révèlent l'ampleur d'un problème de société qui concerne l'avenir du capitalisme aussi bien que de la démocratie. Demain, les choses seront-elles vraiment différentes ?*

---

ALBERT BASTENIER

Confiance dans les relations interbancaires, confiance des marchés dans la signature de la puissance publique, confiance des entreprises et des particuliers dans l'avenir... La crise financière déclenchée à partir de l'été 2007 a replacé le thème de la confiance au centre des préoccupations. Ou plutôt, l'importance sociale qu'elle revêt ne s'est manifestée qu'à partir de sa disparition. Comme question, la confiance se rappelle ainsi à nous par son absence. Tel l'air que l'on respire, elle affirme son caractère indispensable lorsqu'elle vient à manquer. Mais à vrai dire, de quoi parle-t-on exactement lorsqu'on évoque sa présence ou son absence ?

## LA CUPIDITÉ DES SPÉCULATEURS EXPLIQUE-T-ELLE TOUT ?

Il ne suffit certainement pas de dire que, en raison du libre-cours laissé à la cupidité des spéculateurs d'une économie-casino, la bulle financière a fini par éclater et que, avec le sentiment d'avoir été dupés si longtemps, nous le

payons aujourd'hui au prix d'un scepticisme que redouble, en outre, une récession que les prévisionnistes annoncent des plus sévères. D'ailleurs, ces derniers eux-mêmes qui n'ont été pour la plupart que des marchands d'illusions, quelle confiance nous inspirent-ils encore ? Et même si, comme on le sait désormais, l'activité irresponsable de beaucoup de banquiers aux prétentions sans mesure, en Belgique et ailleurs, a joué un rôle déterminant dans les événements que nous vivons, ceux-ci ne s'expliquent pas seulement à partir d'une logique qui se serait emparée du seul monde financier et des affaires.

Face au séisme économique qui nous accable, l'anxiété sociale qu'il s'agit de comprendre ne concerne donc pas simplement des mensonges comptables qui ont fini par se dégonfler. La confiance qui vient de se perdre ne divulgue sa véritable portée qu'en ce qu'elle touche à ce que l'on pourrait appeler notre « communauté de destin ». Plus prosaïquement dit : ce à quoi, par assentiment ou par résignation, notre monde s'était rallié depuis la fin des années septante. Car ce qui s'est effondré, c'est ce qu'avec enthousiasme ou regret nous avons fini par admettre : la présomption d'autorité ultime accordée à l'argent. Une sorte de « sécularisation dans la sécularisation » somme toute, puisque ce qui a montré toutes ses limites dans notre culture, c'est ce nouveau « Grand Autre », la « Monnaie Souveraine » (Aglietta et Orléan, 1998), médium symbolique hypostasié qui, à défaut d'autre chose, donnait son principal contenu à une citoyenneté presque entièrement réduite à l'acquisition de biens, tant au niveau micro-niveau quotidien de la consommation, qu'au macro-niveau du monde des affaires et de la spéculation financière internationalisée.

C'est cette « liquidité », comme dit le vocabulaire technique, qui devait rester éternellement et universellement disponible, puisque c'est elle qui, par le consumérisme et la permanence des nouveaux investissements, devait apporter une réponse économique aux questions de la fragilité humaine. Elle avait pris en quelque sorte la place des représentations obsolètes de ce qu'antérieurement on appelait « Dieu ». Or, c'est bien elle qui, à son tour, s'est révélée n'être pas à la hauteur de la confiance que l'on avait placée en elle. Alors, à quoi allons-nous nous fier désormais ? La portée générale de cette question ne se mesure nulle part mieux sans doute que dans l'ardeur affolée des États qui cherchent à lui trouver une réponse, eux qui avaient cru ne plus pouvoir ancrer la légitimité de leur autorité que dans les « promesses de la croissance ».

## LE POINT DE VUE DES SCIENCES SOCIALES

Dans cet article, nous n'envisagerons la question que sous l'angle de ce qu'en disent les sciences humaines. Non pas par goût excessif pour les théories, mais parce que les cadres intellectuels dans lesquels les problèmes sociaux sont formulés font eux-mêmes partie de ces problèmes. Les théories ne font pas en effet que décrire le monde social. Elles contribuent aussi à le construire. L'approche conceptuelle qu'elles proposent a donc un impact sur leur résolu-

tion. Et si, comme ces sciences le disent, les individus sont les acteurs de leur propre histoire, c'est aussi au travers du diagnostic réflexif qu'ils portent sur ce qui leur advient qu'ils le sont. Ce que les choses seront demain dépend donc aussi du discours que ces sciences tiennent aujourd'hui et l'usage qu'en feront les décideurs.

La confiance, comme une sorte de « capital social », s'avère être un facteur crucial du fonctionnement collectif. Si les membres de l'espèce humaine sont susceptibles de rester liés entre eux tant dans leurs relations privées que publiques, ce n'est que pour autant qu'ils s'accordent et entretiennent entre eux un minimum de confiance. C'est dans le monde dont ils sont tout à la fois les jouets et les artisans que se manifeste la confiance qu'entretiennent les partenaires commerciaux, les classes sociales et les générations entre elles, les parents avec leurs enfants, les autochtones avec les étrangers, que se fondent les relations entre voisins, les réputations stabilisatrices ou déstabilisatrices entre collègues, les dispositions sans calcul entre amis, la remise spontanée de soi entre partenaires énamourés. Cette confiance est aussi faite du crédit que nous consentons aux institutions de la vie collective : celle que nous plaçons ou que ne plaçons plus dans l'idée de Dieu telle qu'elle est gérée par les Églises, celle que nous accordons ou n'accordons plus aux partis politiques en quête de nos suffrages et prétendants à l'organisation de la vie sociale, celle que les plus faibles plaçaient dans le soutien de l'État-providence, celle aussi dont bénéficiait la pérennité des cellules familiales, mais dont nous constatons l'effritement, celle enfin que nous consentions aux promesses que l'école proférait quant à l'avenir de nos enfants ou dans les espérances, confirmées ou déçues, que nous plaçons dans la médecine face à la santé et à la mort.

Les domaines où la confiance intervient sont tellement variés, qu'elle n'engage pas en toutes circonstances des agencements semblables. Le terme revêt donc de multiples significations et demande que l'on opère des distinctions : certitude raisonnée pouvant être réduite à un calcul, adhésion commune à des conventions et des règles dans une perspective sécuritaire, engagement moral sur parole sans autre considération, naïveté que nous entretenions à l'égard des prometteurs de beaux jours ou passion de nature affective et irrationnelle... tout cela intervient, conjointement ou séparément. Toutefois, la même question réapparaît toujours : sans la confiance, comment notre monde commun pourrait-il se maintenir ? Ou, dit d'une manière qui convient sans doute mieux dans le domaine froid des strictes pratiques économiques : sans une mise entre parenthèses de la méfiance, comment parviendrait-on à y agir d'une manière prévisible et soutenue ? Le mot « confiance », recouvre donc cette vaste et énigmatique disposition dont, dans tous les domaines, nous avons besoin pour vivre ensemble, entretenir nos liens et fournir un cadre d'assurance suffisante à l'entremêlement de nos existences.

Ultimement, il faut bien voir que dans les sociétés individualistes et de marché où nous vivons désormais anonymement, la confiance est paradoxalement devenue l'un des ingrédients de plus en plus essentiels de la vie collective.

Elle constitue en quelque sorte son plancher indispensable et joue le rôle d'une « institution invisible » qui doit s'opposer à ce que la démocratie et l'économie capitaliste ne soient qu'une seule et même chose : le gouvernement mondial de la richesse. C'est elle qui doit rendre impossible que l'on en revienne, non pas bien sûr au despotisme de l'Ancien Régime, ni même à une moins hypothétique horreur du totalitarisme, mais bien que le capitalisme ne pervertisse à ce point la démocratie qu'elle ne se retrouve plus qu'au service principal des ambitions financières démesurées des plus rusés.

Et pourtant, si centrale qu'elle soit dans ces multiples fonctions, un constat s'impose : nous ne savons pas exactement ce que recouvre ni très bien comment s'établissent les mécanismes de la confiance. Tout au plus peut-on dire aujourd'hui que son contraire est moins la défiance que sa carence ou son insuffisance. C'est-à-dire ce qui paralyse les initiatives, rend les engagements mutuels difficiles et les contrats impossibles à établir. Comme si, en temps ordinaire, les subtils entrelacs des choses de la vie, non seulement économique, mais politique et plus généralement sociale, nous dispensaient ou même nous empêchaient de voir sur quoi reposent nos interactions réciproques. Nous vivons dans une communauté de liens clairs obscurs qui, loin d'être simplement rationnels, sont profondément émotionnels et routiniers plutôt qu'explicitement intentionnels.

Mais il faut insister une fois encore sur le fait que si la confiance, cette manière qu'ont les individus de se rapporter les uns aux autres, demeure en bonne partie une énigme, on aurait bien tort de penser qu'elle ne concerne que les échanges économiques. À notre insu, la plupart de nos pratiques quotidiennes font appel à elle. C'est elle qui instille en nous un sentiment propice au développement de la sociabilité et même plus dans certaines circonstances : de la solidarité. Elle relève soit d'une nécessité visant la « réduction du risque », soit d'une bienveillance innée, entretenue ou décidée. Telle une attente diffuse, elle soutient les relations humaines ou, plus fondamentalement, les rend tout simplement possibles et même parfois solidaires. Car s'il était vrai que l'*homo homini lupus* était la seule disposition fondamentale dont il faudrait tenir compte, personne ne supporterait de vivre en contact durable avec quiconque. Ainsi, le sentiment de confiance se situe en deçà en même temps qu'au-delà du savoir que chacun peut avoir sur les autres. Il est antérieur et postérieur à tout ce que la vie nous pousse à penser ou croire à leur sujet. Et si ce n'est pas la confiance seule qui, bien entendu, soutient l'édifice social dans lequel nous vivons, tel un mécanisme informel et infra-institutionnel, elle en est un ingrédient profond, une sorte de nature secrète d'où nous venons et à laquelle, lorsqu'elle fait défaut, nous aspirons.

## LA CURIEUSE ET LONGUE ABSENCE DES SOCIOLOGUES DANS LE DÉBAT

Curieusement, alors que les pères fondateurs de la sociologie considérèrent que la confiance était une des forces de synthèse parmi les plus importantes de la vie sociale — pour G. Simmel, par exemple, la société se désintégrerait s'il n'y avait pas une confiance généralisée entre ses membres — l'étude systématique de ses mécanismes ne fut guère réellement approfondie. Elle resta même longtemps négligée dans les développements ultérieurs des sciences sociales. Comme si, pour la farouche détermination de l'esprit positif de ces sciences, les accointances de la confiance avec le mystère métaphysique de l'existence n'en faisaient pas un objet digne d'être étudié ou la rendaient même suspecte aux yeux d'un savoir se voulant « scientifique ».

Émile Durkheim attira certes l'attention sur le fait que dans les sociétés modernes complexes, impersonnelles et dont le fonctionnement repose de plus en plus sur des contrats, ces derniers ne se suffisent jamais à eux-mêmes. L'intérêt lui-même, disait-il, ne permet pas de les garantir, car même si l'on reconnaît pleinement la force qu'il manifeste, « l'intérêt est ce qu'il y a de moins constant au monde. Aujourd'hui il m'est utile de m'unir à vous, demain la même raison fera de vous mon ennemi. Une telle cause ne peut donner lieu qu'à des rapprochements passagers et à des associations d'un jour ». Les contrats ne sont rendus possibles que grâce à une conviction, d'origine sociale sans doute, mais excédant la pure utilité. Mais Durkheim eut beau souligner que les contrats supposaient nécessairement quelque chose qui les précède et qui est apparenté au « sacré », les sociologues qui lui succédèrent préférèrent centrer ou même réduire leurs études aux versants strictement utilitaristes — les plus problématiques aussi — des conduites sociales.

Ainsi, dans les travaux qu'ils consacrèrent au monde de l'économie, du travail et du commerce, ils n'accordèrent pas beaucoup d'attention à la signification que pouvait avoir le fait que, depuis la fin de la période médiévale qui fut une civilisation guerrière dominée par les chevaleries armées, la pensée occidentale ne cessa d'être traversée d'une manière quasi ininterrompue par des camps opposés au sujet de l'impact du développement des échanges marchands sur le devenir des rapports humains.

D'un côté se trouvèrent les partisans du « doux commerce » et leurs successeurs qui, sous la houlette initiale de Montesquieu et ensuite d'Adam Smith, se montrèrent sensibles aux vertus civilisatrices des échanges économiques parce que, disaient-ils, ceux-ci exigent comme préalable que l'on se fasse un minimum confiance en commençant par laisser les armes au vestiaire. En cela, ils soutinrent que le commerce contribue non seulement à enrichir les populations, mais à adoucir les mœurs et même à faire prospérer les arts et les lettres. De l'autre côté, sous l'inspiration de Jean-Jacques Rousseau bien avant celle de Karl Marx, se retrouvèrent les penseurs hostiles aux échanges marchands qui n'y virent qu'une forme de « guerre déguisée », un principe de destruction et d'anarchie tissé par des rivalités constantes, l'exacerbation de la concurrence

et une mise en œuvre d'ambitions inavouables qui, immanquablement, ne pouvaient se terminer que par l'élimination des moins forts.

Face à une telle fragmentation de la pensée, il eut sans doute été fécond, plutôt que d'en rester au simple constat de cette opposition, de s'interroger sur les raisons de cette profonde division des esprits. Et se demander quels enseignements il était possible d'en tirer sur la nature et les mécanismes intellectuels à l'œuvre dans les controverses au sujet des phénomènes socio-historiques. Il n'en fut rien et les membres de chacun des deux camps se contentèrent sans plus d'apporter au leur des arguments de preuve supplémentaires.

F.A. Hayek avec K. Popper et R. Nozick, théoriciens d'une confiance sans borne à l'égard de la « société ouverte », furent au XX<sup>e</sup> siècle les grands défenseurs de la fonction civilisatrice des pratiques commerciales. L'extraordinaire efficacité de celles-ci tient, selon eux, à la liberté qui advient lorsque se délitent les formes sacrales et unanimistes du lien social. Cette liberté des individus d'utiliser leurs connaissances pour poursuivre leurs propres objectifs n'a été nulle part mieux mise en œuvre que dans le marché qui assure l'utilisation optimale des ressources dispersées parmi des milliers d'agents économiques au sein des sociétés modernes complexes.

En tant qu'héritier intellectuel d'Adam Smith, Hayek, qui croit à un ordre social spontané qu'aucune volonté consciente n'a voulu, n'a bien entendu pas grand-chose à nous dire à propos de la justice sociale et de la confiance interhumaine qui, malgré leurs échecs, obstinément s'y cherchent. Mais il refuse l'accusation de darwinisme social souvent portée contre lui parce qu'il estime précisément que la concurrence guerrière pour la survie s'est transformée en une concurrence pacifique par le commerce. Et s'il voit bien que, pour de compréhensibles raisons, certains refusent la civilisation fondée sur le marché parce que son évidente cruauté ne fortifie pas la confiance mutuelle, il faut savoir, selon lui, que l'autre terme de l'alternative est la pauvreté, la famine, la guerre et la mort. Car c'est la concurrence et non la coopération et l'entente, dit-il, qui pousse à aller de l'avant. Et ce qui confère au marché son éclatante supériorité, c'est d'avoir été surtout le rempart le plus efficace contre les délires constructivistes de certains qui veulent parvenir à une maîtrise absolue sur la société. Tel un nouveau Machiavel hermétique à l'angélisme des discours égalitaristes, c'est en tout cela qu'à ses yeux le marché est plus apte que n'importe quelle autre tradition à garantir la liberté et la justice.

De l'autre côté, mais pas beaucoup moins machiavélien face aux illusions d'une pseudo-générosité humaine, Pierre Bourdieu n'a regardé la société tout entière que comme un système de maximisation de différentes espèces de « capitaux » dont disposent les individus pour acquérir une position dans la société (Bourdieu, 2000). À partir de là, il a conduit très loin et avec force la logique d'une sociologie dénonciatrice des dominations en tous genres. Celles-ci parviennent à s'établir dans la vie collective à l'aide des différentes ressources que sont les capitaux économiques, culturels et sociaux, convertibles les uns dans les autres. En mettant en œuvre une théorie qui se fonde sur

des termes d'origine essentiellement économique, il a mis en lumière l'inexorable et omniprésente contrainte qu'exercent les intérêts dans les échanges de tous types. Il fait alors apparaître crûment la « misère du monde » et la violence qui est faite aux individus, surtout les plus faibles. Ses travaux ont visibilisé l'impitoyable subordination dont sont victimes les catégories sociales les plus démunies en même temps que les rivalités ininterrompues auxquelles se livrent les classes détentrices ou candidates aux positions sociales enviables. Pour Bourdieu, l'essentiel du travail sociologique réside dans la dénonciation de la fiction d'un individu libre, autonome et rationnel. Ce n'est que par une telle prise de conscience du poids des contraintes que l'on peut contester le monde et espérer le changer. Les questions que l'on peut se poser à propos de la confiance n'ont toutefois plus de place dans l'univers bourdieusien, où les transactions proprement économiques qui s'opèrent sous les masques de l'offre, de la demande, des préférences et des choix, rationnels ou non, d'agents réputés autonomes, ne sont rien d'autre que des illusions théoriques qui servent à dissimuler le fait massif de la construction sociale de la domination.

On saisit mal toutefois comment Bourdieu parvient à articuler la philosophie de la liberté qui manifestement l'inspire avec le pessimisme foncier, insurmontable même, qui sape toute confiance dans une possible transformation du monde social. Comment déduire une politique ou une économie qui parviendrait à surmonter ce que l'ordre établi a d'inacceptable à partir du seul dévoilement des sources éternelles et inamovibles de l'intéressement ? Comme lui d'ailleurs, la plupart de ses disciples se sont cantonnés dans des études qui mettent en lumière les subtilités que peut revêtir la stratégie des intérêts dans de multiples domaines. Ils intervinrent donc principalement comme des intellectuels de la méfiance, démystificateurs et dénonciateurs des contraintes toujours présentes, dont l'étendue submerge l'existence des individus jusque dans les justifications les plus nobles et désintéressées sous lesquelles elles se dissimulent.

Aujourd'hui encore, il est étonnamment difficile de sortir du dilemme dans lequel la tradition intellectuelle européenne a placé depuis si longtemps la réflexion sur l'activité économique. Rares sont ceux qui, comme A. Hirschmann, se sont montrés sensibles à l'ambivalence complexe qui traverse la presque totalité des processus sociaux au sein desquels il n'est en effet pas trop difficile de montrer que des intérêts économiques n'en sont jamais totalement absents (Hirschmann, 1984). Mais sa question est de savoir si, dans la controverse qui oppose les partisans du « doux commerce » à ceux de la « guerre déguisée », il faut exclure par principe que les arguments avancés de part et d'autre ne puissent détenir une part de vérité, avoir chacun un poids réel, et qu'ils soient surtout indissociables. Pour être compris réellement, ils doivent alors l'être ensemble.

Il s'agit donc d'admettre que, dans les faits, les sociétés sont souvent animées par des processus contradictoires, soudés et synchrones. La difficulté à l'admettre tient sans doute pour une part à la complexité et la réversibilité souvent tragique des mécanismes sociaux. Mais cette difficulté ne devrait pas être intellectuellement insurmontable. Si elle perdure, pense Hirschmann, c'est

probablement qu'elle tient aussi à une résistance idéologique : celle de reconnaître que deux thèses adverses peuvent être justes l'une et l'autre en même temps. Car si la société est si durablement traversée par des lectures d'elle-même si contradictoires, c'est sans doute parce qu'elle est constituée de faits qui, à l'intérieur d'eux-mêmes, le sont aussi. Et la vocation propre des sciences sociales n'est pas, d'une manière pseudo-savante, de fournir prioritairement des arguments venant au secours des militants de l'un ou l'autre bord, mais de produire des connaissances mieux assurées que celles que l'on trouve dans les discours propres aux causes que ceux-ci défendent. Ces sciences, lorsqu'elles accomplissent leur travail, doivent plutôt placer les acteurs sociaux face à eux-mêmes et leur faire voir, comme dans un miroir, le poids des arguments qui justifient avec plus ou moins de pertinence leurs oppositions respectives. Et c'est finalement à ces acteurs eux-mêmes, et non aux sociologues, qu'il revient de tirer les conclusions politiques qui s'imposent.

## L'INTERVENTION DES ÉCONOMISTES NÉOCLASSIQUES AMÉRICAINS

De manière inattendue, ce sont les économistes et les spécialistes de la gestion qui, aux États-Unis, furent les premiers à remettre sur le métier la question de la confiance. Dès les années cinquante, plusieurs représentants de la théorie standard commencèrent à admettre que, en dépit de la rationalité prêtée au comportement des agents économiques, il fallait constater que trop de situations d'incertitude perturbent malgré tout les prévisions qu'ils font et auxquelles, pour cette raison, la confiance qu'on peut leur faire demeure limitée. Et se rappelant sans doute aussi ce qu'Adam Smith lui-même (1776) avait déjà dit de la bienveillance que les « échangeurs peuvent avoir entre eux », celle-ci leur réapparut comme un mécanisme dont il convenait malgré tout de tenir compte.

Ce fut d'abord K. Arrow qui, dès 1974, mais sans l'approfondir davantage, discerna dans la confiance un lubrifiant essentiel des interactions du marché. Après lui, R. Coase (1988) s'intéressa aux incertitudes qui perturbent la négociation des contrats, tandis que G. Akerlof (1983) s'interrogea sur l'« origine de l'honnêteté ». Ce fut surtout O. Williamson (1993), principal animateur du courant *néo-institutionnaliste*, qui se montra attentif aux questions de l'opportunisme, de la fraude et de la tricherie dans les transactions. Il se proposa de clarifier l'« insaisissable notion de confiance » au travers de laquelle ses collègues avant lui n'avaient, dit-il, que cherché à résoudre des cas particuliers de transactions risquées. Or, pour lui, les outils classiques de la théorie économique restent parfaitement capables de répondre à ces problèmes, même si ce que l'on appelle la confiance, qui est le plus souvent réductible à un calcul d'intérêt, n'est pas compréhensible en dehors du cadre d'une médiation sociale et organisationnelle où se déroulent les transactions bilatérales entre deux individus. Il vaudrait donc mieux, selon lui, préférer la notion de calcul à celle trop confuse de confiance, quitte pour cela à complexifier la réflexion économique en y faisant jouer pleinement les équations de la théorie des jeux.



À partir de là, l'agent économique apparut toutefois comme une créature moins vertueuse que celle du bon chef d'entreprise poursuivant son intérêt d'une manière rationnelle et civilisée. Admettant cela, les théoriciens de l'économie standard demeurèrent malgré tout persuadés que l'on pouvait rester à l'intérieur de la perspective du strict individualisme méthodologique de l'agent économique rationnel maximisateur de son intérêt. Peu sensibles à l'argumentation de l'anthropologue de l'économie K. Polanyi qui, dès les années cinquante à l'université Columbia, avait fortement développé l'idée de l'« encastrement social » des marchés et de la monnaie, leur perspective resta réputée capable de comprendre, dans un merveilleux isolement, les pratiques économiques.

### LE DÉSACCORD DE CERTAINS AUTRES

Ce qui s'est joué dans cette obstination méthodologique des représentants du courant dominant, c'est l'ambition d'immuniser la notion de confiance de son intrication avec d'autres motivations que strictement économiques. Parce que l'énigme et l'opacité de la confiance tiennent au fait qu'elle se situe à la frontière entre plusieurs objectifs qui peuvent être poursuivis simultanément par le même individu, sa compréhension exige sans doute plus que la sagacité de la seule théorie standard. Et, comme le fait remarquer A. Orléan, c'est l'indépendance et l'autosuffisance revendiquées par la théorie économique qui sont ici en cause, sa prétention à pouvoir expliquer tous les liens qui supportent l'édifice social à partir des seules valeurs économiques (Oléan, 2000). Cette obstination qui suggère que, pour eux, tout s'explique par la logique marchande pure, a fait d'eux les héros paradoxaux d'une position que ne renieraient évidemment pas les porte-parole de la pensée économique d'inspiration marxiste. Or, l'expérience de la débâcle financière actuelle, liée à la liberté et à la possibilité d'une circulation instantanée (virtuelle) des capitaux qui devint un principe quasi divin à partir des années quatre-vingt, aussi bien que l'effondrement du système économique soviétique en 1989, ne concourent-ils pas à faire admettre les limites d'une pensée économique autarcique ?

Dès les années nonante du côté nord-américain, R. Heilbroner et W. Milberg soulignèrent fortement que la théorie économique moderne traverse une crise profonde due à son absence de « vision », c'est-à-dire d'un ensemble de préoccupations politiques et sociales (Heilbroner et Milberg, 1995). Son manque de pertinence pratique n'a d'égal, dirent-ils, que la sophistication mathématique de ses analyses qui l'apparente à l'indifférence à la réalité que put avoir la scolastique médiévale. Pour eux, il est évident que doit avoir lieu un changement dans l'objet et le centrage de la théorie économique sur elle-même. La confiance qu'elle pourra inspirer doit inclure l'appréciation à tous les niveaux des situations extra-économiques, politiques et sociales contemporaines : l'existence actuelle d'un marché financier mondialisé et sans État, la croissance démographique et les fortes pressions migratoires sur toute la planète, les problèmes écologiques de portée universelle, l'extension à tous du

droit à la santé et tant d'autres revendications sociales légitimes. Or, tout cela est tragiquement absent des analyses guidées par la simple préoccupation de la maximisation des gains financiers. Ce défi, disent-ils, peut exiger que l'analyse économique en vienne à se reconnaître elle-même comme une discipline qui doit rester dans le sillage de la sociologie et de la science politique, plutôt que de se considérer comme une discipline qui ouvre fièrement la voie aux autres. Il serait absurde de nier les dangers toujours présents dans les excès politiques. Mais il serait non moins absurde, dans une période dominée par le chaos, de ne pas voir que la théorie économique n'offre plus guère de promesses de réalisation de soi qu'à la catégorie de ceux qui ont — ou qui croient avoir — la possibilité de s'enrichir dans un parfait égocentrisme et l'indifférence à ce que devient le monde dans lequel il leur faudra pourtant bien vivre.

Outre-Atlantique, les travaux de R. Putman sur la notion de « capital social » et son article de 1995 sur le déclin de l'esprit civique aux États-Unis — article qui fit grand bruit — font aussi partie des interrogations sur la confiance qui ont été formulées dans ce pays. Mais c'est surtout M. Granovetter qui fut l'un des principaux théoriciens des liens qu'elle entretient avec les pratiques économiques (Granovetter, 1985). Il le fit en retravaillant la question de leur encastrement social, question dont K. Polanyi avait fait l'un de ses thèmes centraux. Il montra aux économistes que l'importance de cette dimension de la réalité n'était toujours pas rencontrée, même par les thèses du courant néo-institutionnaliste au sujet de l'effet que peuvent avoir des cadres organisationnels réglementés sur la poursuite par chacun de ses intérêts. Et que donc ne pouvait pas se trouver là le dernier mot de la science économique. Tout simplement parce que la confiance mutuelle ne se cimente pas dans ce seul ordre. Le fait que les économistes ne veuillent pas donner de leur monde une vision angélique est certes important et implique que la théorie ne minimise pas que la poursuite de leurs intérêts par les individus est tout à fait légitime. Mais cela ne peut conduire à prétendre que, pour satisfaire cet objectif, tous n'utilisent que les moyens relativement civilisés définis par les préceptes du marché autorégulé. Car on sait que plus d'un n'hésite pas à recourir à la force, la dissimulation et la fraude.

À cet égard, Granovetter fit observer qu'il est bien vrai que ce sont les relations sociales de proximité plus que les règles institutionnelles qui permettent le plus souvent d'instaurer la confiance dans les transactions économiques. Tout simplement parce qu'elles sont encadrées dans des communautés qui génèrent des critères de comportement respectés en raison de ce que toute déviance serait rapidement connue des autres. Cependant, une telle conception localisée de la confiance est loin de toujours se vérifier. On connaît en effet nombre de cas où c'est précisément l'intense confiance de la proximité mutuelle qui a permis une longue dissimulation des fraudes en cours. Mais l'on connaît aussi d'importants détournements de fonds à l'échelle internationale où une grande confiance était parvenue à s'établir en l'absence d'une structure de ce type. On songe évidemment, dans le contexte actuel, à l'affaire Madoff, dont le protagoniste était parvenu à instaurer de fortes relations de confiance

basées certes au départ sur des relations personnelles, mais très vite et surtout entretenues au niveau international sur la base d'une réputation liée à l'importance des gains promis qui n'avait plus rien à voir avec des relations personnelles. Ce qui montre que les relations personnelles et la réputation peuvent engendrer tour à tour de la confiance et des méfaits considérables. Il apparaît ainsi que la confiance peut trouver d'autres sources que celles mises en avant par la théorie des institutions économiques. Elle dérive aussi et régulièrement de l'appartenance à certains « milieux ». Ils peuvent être très différents les uns des autres, mais tous illustrent la notion d'encastrement de l'économique dans le social.

### LA REPRISE DU DOSSIER EN EUROPE

De ce côté-ci de l'Atlantique et à partir des années nonante, la réflexion sur le rôle de la confiance dans la vie sociale et économique a aussi retrouvé de l'actualité et connu de nouveaux développements. Du côté anglo-saxon, ce sont surtout les travaux de l'Anglais A. Giddens sur la « sécurité ontologique » des individus dans les sociétés « postmodernes » qui retiennent l'attention, et ceux de l'Allemand U. Beck qui insiste très fort sur le fait que, dans ces sociétés, nous avons besoin d'une « culture de l'incertitude », parce qu'en s'individualisant, se globalisant et se technologisant, elles en sont venues à organiser non seulement la production et la distribution de biens enviés, mais aussi de risques et de maux qui ne relèvent pas seulement des fatalités naturelles et sapent la confiance que l'on pouvait avoir antérieurement dans les institutions sociales.

Pour ces deux auteurs, l'ordre social en vient à être modifié parce que les produits de l'organisation économique et politique qui s'échangent sont désormais à la source d'inquiétudes autant que de satisfactions. Cette société érode le seuil du sentiment de sécurité qui est indispensable à toute vie sociale. Ce qui est en train de s'y transformer et de s'y inverser, c'est le crédit que nous pouvions faire antérieurement à la rationalité et aux institutions qui s'étaient établies à partir du siècle des Lumières. Nous commençons à prendre conscience de ce que dans cette nouvelle société s'intensifie une vérité ancienne qu'avait déjà énoncée la tragédie dans la Grèce ancienne : pour arriver à réaliser la liberté qu'elle promet, la société organise souvent en même temps les périls qui risquent de la détruire.

Du côté francophone, la réflexion s'est surtout organisée à partir d'une relecture des travaux anciens de M. Mauss et de K. Polanyi. Leur modernité a été redécouverte, mais un peu comme si, pour se remettre à penser ces questions, il avait fallu passer d'abord par l'épreuve de l'effondrement politique du régime soviétique, lui-même indissociable des limites intellectuelles de la pensée économique marxiste où l'interrogation sur la confiance n'avait guère de place puisque le parti du prolétariat était garant de tout. Ici, on peut saluer

la naissance du « Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales », le MAUSS, qui, en France sous l'impulsion principale d'A. Caillé, publie une revue semestrielle qui, à partir de la problématique du don, traite régulièrement de cette dimension du social<sup>1</sup>. Mais ce sont aussi les travaux du sociologue L. Quéré qui insiste sur le caractère d'engagement moral de la confiance qui doivent être soulignés, ainsi que le récent essai du spécialiste de la sociologie de G. Simmel qu'est P. Watier et qui insiste sur le rôle du sentiment psychosocial qu'est la confiance dans les interactions collectives. Il faut noter qu'il s'est plutôt agi ici d'une remise à niveau des connaissances à partir de l'héritage du passé, une sorte de « première grammaire de la confiance » pourrait-on dire, et aussi d'une mise à disposition des importantes réflexions de l'Allemand N. Luhmann<sup>2</sup>. Les travaux de ce dernier, qui sont restés étonnamment méconnus et inaccessibles jusqu'il y a peu aux publics de langue française, se situent essentiellement dans le domaine de la sociologie du droit, mais la question de la confiance y joue un rôle important. On peut donc dire que, même si c'est avec un certain retard en Europe, la réflexion est repartie. Même les sciences politiques et historiques s'y attellent désormais. En témoigne l'une des premières investigations empiriques sur la question due aux politologues Y. Algan et P. Cahuc, qui fait cependant l'objet de sérieuses critiques de la part d'historiens qui se demandent si une histoire de la confiance est possible.

Mais ce sont finalement et surtout les travaux d'A. Orléan qui doivent retenir l'attention. Cet économiste français qui se rattache au « courant des conventions », a su mener une réflexion qui intègre avec intelligence les apports respectifs de la sociologie, de l'anthropologie, de l'histoire et de l'économie (Orléan, 1999; Aglietta et Orléan, 2000). Ses contributions ont donné réellement corps à une discipline socioéconomique attendue depuis longtemps. Il a mieux que quiconque montré comment la monnaie constitue actuellement la clé de voûte des sociétés humaines et que son histoire a accompagné celle de la dissolution et de la reconstitution du lien social qui se transforme au travers du passage de la « violence mimétique », organisée depuis la nuit des temps autour du pouvoir hiérarchique des institutions politiques et religieuses, à la « confiance institutionnelle limitée » dans une société marchande individualisée. On ne comprend pas le phénomène monétaire en se contentant de n'y voir qu'un instrument technique, un simple « système de paiement » ou, autrement dit, cet équivalent universel que sont ces pièces et ces billets pratiques pour acheter et pour vendre. Car « derrière cette apparence lisse se cachent des forces considérables qui peuvent broyer les individus et les nations ». Face au déchaînement des rivalités déclenchées par le pouvoir propre de l'argent, on est bien forcé d'observer un débordement des conduites lié à l'appât du gain et qui, si elle n'était que cela, ferait apparaître la monnaie comme un bien médiocre instrument technique de régulation des pratiques économiques.

1 Il faut citer ici son n° 4/1994 intitulé *A qui se fier? Confiance, interaction et théorie des jeux*.

2 Une introduction à cette réflexion particulièrement complexe est fournie par Jean Clam dans *Droit et société chez Niklas Luhmann. La contingence des normes*, PUF, 1997.

C'est pourquoi, dit Orléan, il faut admettre que l'invention de la monnaie n'est ni seulement ni d'abord un phénomène économique, mais beaucoup plus que cela. Elle est un « fait social total » (selon l'expression de M. Mauss), c'est-à-dire l'une des principales expressions de la confiance suffisante qui doit exister entre les membres des sociétés humaines pour qu'elles existent comme humaines. La confiance, en dehors de laquelle elles se désagrègeraient, se laisse voir et se nourrit dans de multiples pratiques et circonstances de la vie collective. Mais dans la monnaie, qui historiquement a toujours été liée à une autorité politique de régulation (le pouvoir de battre monnaie), doit s'exprimer un projet de société qui ne peut être autre, du moins dans les sociétés démocratiques, que celui auquel les citoyens donnent leur assentiment. Et cette confiance se décline sous trois formes : « méthodique » au niveau de l'instrument technique des transactions, « hiérarchique » au niveau du lien de la monnaie à une autorité politique légitime, « éthique » au niveau des valeurs collectives au nom desquelles s'affirme la cohésion d'une société. À ces trois niveaux cependant, se perpétue en même temps l'ambivalence du médium monétaire liée à l'ambivalence de l'inachèvement de la société elle-même. Ainsi, la monnaie oscille toujours entre la fonction de cohésion et de pacification qu'elle doit remplir et la source de pouvoir et, par là, de violence qui l'habite.

## PERSPECTIVES

La confiance qui s'est envolée avec la crise, bien davantage que financière est avant tout sociale. La remobilisation des principes d'une économie autarcique ne suffira donc pas à l'engendrer de nouveau, ni certainement à la maintenir. Car elle touche au sens de ce que nous faisons ensemble de notre monde. Rétablir la confiance ne saurait se limiter, même si la chose est nécessaire, à une relance de la demande, de la consommation et de l'investissement, même dans le cadre d'une meilleure régulation. Car réguler quoi ? Il n'y a de régulation véritable qu'en fonction d'une conception des valeurs qui anime la vie sociale. Or, l'idée d'efficacité des marchés ordonnés par la concurrence et la recherche des taux de profit maximum ne peuvent pas constituer la norme intellectuelle à cet égard. Les marchés peuvent et doivent servir d'instruments pour les échanges, mais ce ne sont pas eux qui sont capables de définir seuls ce qui doit être mis en échange. Et si la confiance touche au sens de ce que nous avons à faire ensemble, il faut parvenir à convaincre, sauf bien entendu ceux qui persévèrent à penser que le monde n'est qu'un fumier sur lequel chacun librement se construit, que pour sortir de la crise il ne suffit pas de relancer n'importe quelle consommation et n'importe quels investissements : le secteur de l'automobile en persuadant les gens de changer de voiture tous les trois ans plutôt que tous les six et la construction de nouvelles autoroutes bien entendu nécessaires.

Il faut mettre en cause un mode de vie et en concevoir un autre. Car le néolibéralisme a donné la preuve que son efficacité réelle n'est, au-delà de ses crises répétitives, que d'enrichir les riches quitte à ce que les pauvres soient

maintenus dans la pauvreté et que d'autres y soient précipités. C'est une idéologie qui s'est emparée de la démocratie en prétendant que la définition de ce régime était de n'avoir aucun projet global d'émancipation humaine et ne devait pas en avoir. Chaque individu y est censé forger le sens de sa vie en dehors de tout cadre de solidarité et trouve les significations de son existence dans ce que le marché laissé à lui-même vient proposer. Il ne s'agit de rien d'autre de cette manière que de singer ce que des millions d'autres sont invités à faire au même moment sur la base d'une persuasion obtenue par le pouvoir de l'argent qui a mis à son service les partis politiques, les médias et la superficialisation de la culture.

L'activité économique, comme l'ensemble de la vie sociale à laquelle elle participe, navigue entre la violence et la confiance, dit A. Orléan. C'est aujourd'hui le bien-être de l'individu humain revendiquant son autonomie vis-à-vis des institutions dominatrices qui en est le principe de légitimité. Mais le gouvernement politique de la monnaie a comme responsabilité la cohésion sociale au travers de choix sociaux fondamentaux. La crise financière sérieuse que nous avons à surmonter sera-t-elle le moment où la conscience de ces enjeux s'imposera ? Il est exact que la liquidité ultime de la monnaie conditionne un bien public digne d'être poursuivi. Mais sauver la mission indispensable des institutions bancaires est tout autre chose que sauver les banquiers. L'obstination indigne d'un grand nombre d'entre eux qui continue à se manifester en s'octroyant des rémunérations ahurissantes alors que les contribuables sont appelés à voler au secours des pertes colossales qu'ils ont concouru à engendrer, n'est pas l'indication qu'ils aient bien compris la signification profonde de la confiance qui, disent-ils, doit absolument être restaurée. Les choses seront-elles autres demain que ce qu'elles furent aux cours des dernières décennies ? ■

## Bibliographie

- Aglietta M. et Orléan A., *La monnaie souveraine*, Odile Jacob, 1998.
- Aglietta M. et Orléan A., *La monnaie entre violence et confiance*, Odile Jacob, 2002.
- Beck U., *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Aubier, 2003.
- Bourdieu P., *Les structures sociales de l'économie*, Seuil, 2000.
- Giddens A., *Les conséquences de la modernité*, L'Harmattan, 1994.
- Granovetter M., « Economic Action and Social Structure », dans *American Journal of Sociology*, 1985, vol. 91, n° 3 (traduit en français dans *Le marché autrement. Essais de Mark Granovetter*, Desclée De Brouwer, 2000).
- Heilbroner R. et Milberg W., *The Crisis of Vision in Modern Economic Thought*, Cambridge University Press, 1995.
- Hirschmann A. O., *L'économie comme science morale et politique*, Seuil, 1984.
- Ogien A. et Quéré L., *Les moments de la confiance. Connaissance, affects et engagements*, Economica, 2006.
- Orléan A., *Le pouvoir de la finance*, Odile Jacob, 1999.
- Orléan A., « La théorie économique de la confiance et ses limites », dans *La confiance en question*, coll. « Cahiers de socioéconomie », L'Harmattan, 2000.
- Putman R. D. « Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community », dans *The Journal of Democracy*, 1995, 6:1.
- Watier P., *Eloge de la confiance*, Belin, 2008.